

**PAS DE PERSPECTIVE SANS LUTTE ANTI-RN !
UNE CAMPAGNE ANTI-RN UNIE s'impose
aux municipales !**



Depuis 36 ans que le RN (à l'époque FN) a été lancé (*par la télé*) dans le jeu politique (liste commune FN-RPR de Chirac à Dreux en 1983), aucun rapport de force n'est possible.

Nous avons Macron, parce que la lutte contre le FN-RN n'a pas été menée à son terme.

Nous subissons de nouvelles restrictions, parce que nous acceptons Le Pen (père ou fille : qui peut croire qu'il y a la moindre différence ?). Depuis 1991 (et la loi "de moralisation"), les partis sont subventionnés. Le RN l'est donc. Ses caisses sont pleines. De réduite (8 ou 10% du total), cette subvention est devenue en 29 ans la plus grosse de toutes celles touchées par les partis. Cet argent sert à embrigader de nouveaux électeurs. La fin de nos droits sociaux et de nos libertés est ainsi programmée.

Depuis quelques années, les passages à la télé des représentants RN augmentent. Le nombre d'électeurs aussi. La quantité d'élus aussi. Le mécanisme devient irréversible.

Que faire ?

Beaucoup de gens partagent cette inquiétude. Mais dès qu'il s'agit de demander une garantie concrète par la DISSOLUTION de ce "parti", ça bloque. Quelles objections sont avancées ?

1) "Le parti de Le Pen a trop d'électeurs pour être dissout".

Ce n'est pas vrai. Les Ligues dissoutes par le Front Populaire de 1936 étaient plus nombreuses. Elles défilaient dans la rue, avaient des journaux très lus. Les partis de gauche n'ont pas hésité à réclamer collectivement leur interdiction et ont conduit cette exigence à sa réalisation.

2) "Pour qu'il y ait le 9 et le 12 février 1934 (manifestations contre les Ligues et accords du Front Populaire), il faudrait qu'il y ait tentative de coup de force fasciste (comme le 6 février 1934)."

Ce n'est pas vrai. Un coup de force fasciste n'est pas la condition d'un accord à gauche. Au contraire. La plupart des coups de force fascistes ont réussi, précisément parce qu'il n'y a pas eu de possibilité de réponse défensive. Penser qu'il y aura toujours une "2ème chance" et attendre qu'un 6 février 1934 RN se produise, c'est se condamner à le subir sans aucune possibilité de sursaut. Les Allemands aussi ont cru pendant 10 ans qu' "il serait toujours temps". Ce ne fut pas le cas. Les nazis (qui ne dépassèrent jamais 43% des voix) n'arrivèrent au pouvoir par aucune "Marche sur Berlin" comparable à la *Marche sur Rome* de Mussolini ; Hitler y fut appelé en 1932 et fut nommé chancelier tout simplement par le maréchal Hindenburg (dont le slogan de campagne venait d'être : "Qui nous sauvera d'Hitler ? - Hindenburg"). L'incendie du Reichstag (autre mauvaise surprise) permit au bout de quelques mois de donner à Hitler les pleins pouvoirs et les arrestations de tous les opposants commencèrent : ceux de tous les partis, qui n'avaient su se mettre d'accord sur l'interdiction du parti nazi, mais seulement sur celle des SA (accordée, elle fut d'ailleurs ensuite retirée). Plus près de nous, Pinochet n'a prévenu personne et le 11 septembre 1973, tout fut dit en quelques instants, l'armée sortit des casernes, les avions survolant les quartiers populaires pour briser d'avance toute résistance. Ce sont plutôt les circonstances du sursaut du Front Populaire qui sont exceptionnelles. Et la première tient à l'amère expérience, un an avant, des Allemands.

3) "Les gens voient le déploiement de la police, pas celui du RN."

Erreur, là aussi : ce ne sont pas les partis fascistes qui exercent seuls la force (malgré leurs redoutables *Services d'ordre*) : c'est toujours en définitive *l'armée*, à l'intervention de laquelle les partis fascistes *préparent* l'opinion. Le rôle joué par le maréchal Hindenburg est caractéristique. De même que le fut ici celui des Ligues d'anciens combattants. Aujourd'hui, les gens voient que des hélicoptères survolent souvent leurs manifestations. Que des casquettes galonnées entourent chaque officiel civil en sortie publique. Qu'on ne s'adresse plus à eux avec "Madame, Mademoiselle, Monsieur", mais avec "Mes chers compatriotes". **Et que le RN a beaucoup la parole.** Alors qu'ils sont là pour éclairer la route (en partant des constatations que chacun peut faire), nos partis en sont désormais au contraire à déployer toutes leurs ressources d'éloquence pour expliquer aux gens qu'il n'y a aucun danger et que le tout anti-Macron va permettre de trouver des alliés... dans les électeurs RN ! Et cela, tout en disant qu'on aura "toujours bien le temps de réagir". Ce temps, le moins qu'on puisse dire est qu'on le raccourcit par cette tactique.

4) "Si nous demandons une DISSOLUTION, elle se retournera contre nous : les organisations révolutionnaires seront dissoutes". Les révolutionnaires qui raisonnent ainsi commettent la grande erreur de se mettre eux-mêmes sur le même plan que les fascistes. La révolution suppose l'usage de la force, mais la force qu'elle utilise n'a rien à voir avec celle des voyous fascistes. C'est pourquoi il faut désavouer collectivement tout recours à la force du type "casseurs", qui sont d'abord des casseurs et pourrisseurs de manifestations, et dans lesquels le RN se glisse inévitablement. *Rappelons que la dernière manifestation importante organisée contre lui (FN alors), la manifestation nationale "Face au Congrès du FN", à Lyon, fut*

pulvérisée le 29 novembre 2014 par 100 ou 150 individus, armés de marteaux et brisant toutes les vitres sur leur passage, provoquant la réponse inévitable de la police, - et agissant bien sûr pour le compte du FN-RN. Depuis plusieurs années, les manifestations sont "pourries" : qui ne voit que la montée du FN-RN et celle des "casseurs" vont de pair ? On brandit le spectre de "l'amalgame stalinien" (entre fascistes et révolutionnaires) et on jure que "des" casseurs sont parfois... sincères. Mais le bénéfice du doute accordé (à tous en bloc) serait moins risqué si les barrières entre électeurs, sympathisants, membres actifs du RN... et nous, ne tendaient pas à tomber avec l'unité anti-Macron... ni le bleu-blanc-rouge à être toléré, et même arboré.

5)"La foi dans l'antifascisme et dans les acquis de la Libération s'est perdue." "Et d'ailleurs, il n'y a plus de danger de guerre."

- C'est un fait que les campagnes des révisionnistes (ou négationnistes) ont porté : en France (avec Bardèche(1949)beau-frère du collaborateur Brasillach, puis 29 ans après avec Faurisson, émule de Bardèche) ; mais aussi en Allemagne (où les fascistes de l'*AfD*, Alexander Gauland ou Alice Weidel, veulent aujourd'hui réhabiliter "la fierté du soldat allemand dans la 2ème guerre mondiale") ; dans bien des pays, et, à tout seigneur tout honneur, aux USA dès 1976. Ces campagnes, insinuent l'idée d'un "mensonge juif" sur l'extermination des Juifs par les nazis. Il n'est pas difficile (*bien que ce ne soit pratiquement pas dit*) de voir que l'argument du "mensonge des chambres à gaz" se retourne lui-même contre les révisionnistes, puisque ces gazages n'ont été attestés (devant le Tribunal de Nuremberg) par aucun Juif (ni sioniste), mais seulement... *par des nazis* : tout reposant et *ne* reposant *que* sur leurs aveux, si mensonge il y a eu, c'est donc le leur (*et dans l'espoir de pouvoir "réviser"*). Quant à la traque des citoyens juifs de tous les États envahis par Hitler, cette chasse à l'homme été vue par le monde entier et le sort réservé aux déportés ne peut s'oublier si vite.

- Les guerres (avec une tendance au groupement en blocs, comme en 1914, USA et Europe aujourd'hui) sont aussi un fait. Ces affrontements (certains, comme la guerre Iran-Irak de 8 ans, 1981-1988, ayant été une boucherie comparable aux batailles sur le sol européen) ont souvent pour théâtre le Moyen-Orient (région stratégique), mais pas uniquement (Ukraine, Yougoslavie, etc). Parfois la curée actuelle prolonge les guerres précédentes. Ainsi la propagande (par exemple en Iran, où Faurisson s'est rendu en 2007 avec une brochette de révisionnistes, à une "Conférence de Téhéran") utilise des arguments "anti-sionistes" pro-nazis, cependant que Nétanyahou a, lui, utilisé l'argument de l'alliance de nationalistes palestiniens (comme le muphti de Jérusalem) avec Hitler. Surtout, les guerres ne se déclarent plus, et la stabilité, avec l'ONU tout comme avec la SDN des années 30, n'est plus qu'une apparence. Le climat est en péril, et la paix ne l'est pas moins.

Toutes ces guerres sont des guerres impérialistes, sans aucun contenu progressiste, et les travailleurs doivent s'en tenir fermement à l'écart. Ils doivent, comme en 1914, exiger la PAIX, immédiate et sans conditions. Aucune guerre n'est juste, d'aucun côté. Ce sont toutes des guerres pour les marchands de canons. Ainsi, oui, le fascisme est bien lié à l'armée et à la guerre : mettre le doigt dans l'engrenage et choisir un camp ne peut qu'amener à la paralysie devant le danger fasciste et aux hésitations devant la demande de DISSOLUTION : car, aussi peu qu'on se laisse aller au chauvinisme, il faudra maintenir une marge de flou et on trouvera des excuses au RN, comme aux autres partis nationalistes ailleurs. Inversement, un RN fort, c'est l'aventure militaire assurée. Cela peut correspondre aux intérêts de la diplomatie des capitalistes, avec laquelle les classes moyennes sont si tristement compréhensives ; mais ces intérêts nationaux ne sont nullement l'intérêt de la classe opprimée des travailleurs, seule classe internationale.

Il existe donc bel et bien un *ciment* pour une Union de la gauche, et celui-ci, comme par le passé, ne peut être que l'exigence d'*application de la loi* d'interdiction des partis fascistes : **nationalistes, racistes (antisémitisme inclus), militaristes, et bellicistes**. Si les fascistes et donc le RN n'étaient coupables que de "phobies", c'est-à-dire de peurs, (comme on le dit depuis qu'il semble posé de ne pas les contrer, donc de les laisser prospérer), une traînée de sang n'accompagnerait pas leur montée : malheureusement c'est le cas dans tous les pays où ils se sont réaffirmés : en Allemagne, crimes de *PEGIDA* (que Merkel a fait mettre en veilleuse, cependant que l'*AfD* s'est développée), crimes de la *Ligue du Nord* en Italie, crimes du RN en France, crimes d'*Aube dorée* en Grèce, etc. Les fascistes sont depuis longtemps passés maîtres dans l'art de se trouver une excuse dans une prétendue "peur", pour en réalité manier la violence et inspirer ... la terreur.

Il existe aussi hélas un ciment nationaliste pour l'union de la droite et du RN... : ou nous trouverons la force d'un sursaut et ferons *appliquer la loi*, ou nous subirons la terrible loi du RN militariste.

Les élections municipales approchent, et la vengeance des capitalistes contre les revendications et la grève risque bien de se faire par un score important du RN, qui enfoncera un peu plus ses griffes et gagnera la possibilité d'embrigader encore davantage. C'est à nous de l'empêcher. Et, si nous ne pouvons y parvenir, de protester au moins après, contre l'installation d'un tel danger, qui met notre liberté en sursis. Une campagne anti-RN unie et forte s'impose ! Cela dépend de chacun et de la ténacité avec laquelle il soulèvera la question dans son syndicat, son parti, et autour de lui. En avant pour préparer un nouveau Front Populaire ! Nous ne sommes pas seuls : le Chili antifasciste s'est dressé le 18 octobre. Beaucoup de gens se lèvent aussi dans d'autres pays. Nous pouvons et devons réussir. (09/01/20) **Contact** : riposte.antifasciste@gmail.com